

l'unité

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine

ISSN : 0760 - 5404

N° 201 - JANVIER - FÉVRIER 2009 - 0,76 EURO



AVEC LES SOCIALISTES



MOBILISÉS CONTRE LES CRISES

sommaire

Le Conseil Fédéral issu de Reims :	page 2
Les résultats du Congrès :	page 3
Edito :	page 3
Dossier : Le temps des crises	pages 4 à 7
Avec les socialistes, agir vraiment contre la crise :	pages 8
Vu et entendu :	pages 8 et 10
La page du MJS :	page 9
Pour une société aux couleurs de la France :	pages 10 et 11
Gaza : une paix juste maintenant :	page 11
Jérusalem ne laisse pas indifférent :	page 12

29 janvier
RENNES : 35 000
REDON : 2 500
SAINT-MALO : 2 500



Vie fédérale **Le Conseil Fédéral** **du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine**

LE BUREAU FÉDÉRAL :

13 MEMBRES ISSUS DU CONSEIL FÉDÉRAL ET DES INVITÉS PERMANENTS



Frédéric BOURCIER
Premier Secrétaire Fédéral
Élu en 2002, réélu en 2005 et 2008



Pierre MORIN
Premier Secrétaire Fédéral Adjoint
Porte-parole
Chargé de la Communication Extérieure



Rozenn GEFFROY
Secrétaire Fédérale
chargée de la Trésorerie



Catherine MILIN
Secrétaire Fédérale
chargée de la Formation



Jean-François PICAUT
Secrétaire Fédéral chargé de la
Communication externe



Marine CLABÉ
Secrétaire Fédérale chargée
de la Communication interne



Bertrand DELOFFRE
Secrétaire Fédéral chargé de la
Coordination et des relations des sections



Marie-Anne CHAPDELAINÉ
Secrétaire Fédérale chargée du
Développement du Parti



Tristan LAHAIS
Secrétaire Fédéral
chargé des Elections



Micaël FISCHER
Secrétaire Fédéral
chargé de l'Economie



Stéphanie POPPE
Secrétaire Fédérale
chargée de l'Europe



Nathalie APPÉRÉ
Secrétaire Fédérale



Cyrille MOREL
Secrétaire Fédéral



Patrick LEBORGNE
Délégué Fédéral
aux Entreprises



Fanny PANHALEUX
Animatrice Fédérale du MJS

30 MEMBRES ÉLUS SUR LA BASE DES MOTIONS DU CONGRÈS DE REIMS (MOTIONS VOTÉES PAR LES MILITANTS LE 6 NOVEMBRE 2008).

MOTION A - DELANOË - 9 membres :

Nathalie APPÉRÉ, Emmanuel COUET, Micaël FISCHER, Jean-Yves GEFROY, Rozenn GEFROY, Anne PATAULT, Benoît POMMIER, Sylvie ROBERT, Alain YVERGNIAUX.

MOTION B - PÔLE ÉCOLOGIQUE - 3 membres :

Marine CLABÉ, Laurent LANGLAIS, Marie-Thérèse MARY.

MOTION C - HAMON - 6 membres :

Marie DUCAMIN, Laurence DUFFAUD, Tristan LAHAIS, Roger MASSON, Catherine MILIN, Isabelle THOMAS.

MOTION D - AUBRY - 5 membres :

Patrick LEBORGNE, Sylvie LEFRANC, Marie-France PEILLARD, Jean-François PICAUT, Stéphanie POPPE.

MOTION E - COLLOMB-ROYAL - 7 membres :

Frédéric BOURCIER, Armelle BRETONNET, Marie-Anne CHAPDELAINÉ, Rodolphe LLAVORI, Pierre MORIN, Michel RADOUL, Hind SAOUD.

MOTION F - UTOPIA - à titre consultatif :

Jocelyne CABANAL-DUVILLARD.

15 MEMBRES COMPOSENT LE TIERS DU CONSEIL FÉDÉRAL (ÉLUS LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2008 PAR LE COLLÈGE DES SECRÉTAIRES DE SECTION).

MOTION A - DELANOË - 5 membres :

Ludovic COULOMBEL, Saint-Gilles, Bertrand DELOFFRE, Bruz, Morgane LE NINIVEN, Mordelles, Pierre-Yves OLLIVIER, Rennes Nord-Est, Ronan SALAÛN, Liffré.

MOTION B - PÔLE ÉCOLOGIQUE - 2 membres :

Vincent BAUDOIN, Bécherel, Jean-Yves LECLERC, Bain - Le Sel-de-Bretagne.

MOTION C - HAMON - 3 membres :

Cyrille MOREL, Rennes Villejean, Marie-Hélène PERRIN, Saint-Malo, Franck PICHOT, Pipriac - Maure-de-Bretagne.

MOTION D - AUBRY - 2 membres :

Jacky DAVIAU, Vern-sur-Seiche, Claudia ROUAUX, Montfort-sur-Meu.

MOTION E - COLLOMB-ROYAL - 3 membres :

Henri DORANLO, Plélan-le-Grand, Anabel MARIE, Rennes Centre, Claudine TOUDIC, Rennes Sud-Est.

SUPLÉANTS :

MOTION A - DELANOË : Gaëlle ANDRO, Daniel DELAVEAU, Roselyne LEFRANÇOIS, Vincent MAHO-DUHAMEL, Maria VADILLO.

MOTION B - PÔLE ÉCOLOGIQUE : René PIEL, David VEILLARD.

MOTION C - HAMON : Martin MEYRIER et deux autres suppléants en attente de désignation.

MOTION D - AUBRY : Mohamed BOUMAHDI, Marie CHEVALIER, Pierre SOUBESTRE.

MOTION E - COLLOMB-ROYAL : Christine HERVÉ, David HEURTAULT, Vanessa LEMAZURIER.

LES RÉSULTATS DU CONGRÈS

SECTION 21/11/2008	VOTE SUR LES MOTIONS 6/11/2008						VOTE PREMIER FÉDÉRAL 20/11/2008			VOTE SUR PREMIÈRE SECRETAIRES NATIONALES					
	Voix	A	B	C	D	E	F	Voix	Thomas	Bourcier	Nuls	Voix	Aubry	Royal	Nuls
Acigné	19	8	2	6	1	2	0	18	4	11	3	18	13	5	0
Bain - Le Sel - Guipry	13	0	6	1	2	4	0	15	6	9	0	14	8	6	0
Bécherel	16	0	2	4	3	7	0	22	9	12	1	22	12	9	1
Betton	63	19	26	5	6	5	1	55	11	36	8	55	29	25	1
Bruz	33	12	4	6	3	7	1	39	15	21	3	38	27	10	1
Cancal	16	1	1	3	3	8	0	19	2	16	1	19	2	17	0
Cesson-Sévigné	48	19	3	4	13	7	2	49	20	27	2	50	28	21	1
Chantepie	23	3	6	7	3	4	0	23	7	16	0	23	7	14	2
Comboulog	10	0	5	0	0	5	0	10	0	10	0	11	2	9	0
Dol-de-Bretagne	6	0	0	3	0	3	0	9	7	2	0	9	1	8	0
Fougères	29	10	0	6	6	7	0	32	10	21	1	29	15	13	1
Guichen	21	2	3	8	7	1	0	21	15	4	2	21	10	11	0
Hédé	35	4	17	5	3	6	0	37	5	29	3	39	10	27	2
Janzé								18	10	8	0	16	7	8	1
L'hermitage	14	8	1	3	1	1	0	12	1	11	0	13	7	5	1
La Chap.-des-Fougères	32	11	16	2	1	2	0	30	4	23	3	29	21	8	0
Dinard - La Richardais	22	2	1	10	6	3	0	22	14	6	2	20	10	10	0
Le Rheu	30	12	1	3	5	8	0	30	10	19	1	29	15	13	1
Liffré	45	23	1	3	5	11	2	47	8	30	9	46	25	19	2
Melesse - St-Aub.-d'Al.	18	2	4	2	3	7	0	21	7	14	0	20	7	13	0
Montauban-de-Bret.	18	2	0	3	8	5	0	19	5	13	1	17	8	9	0
Montfort-sur-Meu	32	9	3	8	5	7	0	33	7	26	0	35	16	19	0
Mordelles	19	10	1	2	3	3	0	19	7	6	6	20	12	8	0
Noyal-sur-Vilaine	17	6	2	3	5	1	0	13	5	8	0	14	8	5	1
Pacé	15	3	1	6	2	3	0	14	5	8	1	15	4	10	1
Pipriac	16	6	2	5	0	2	1	19	7	12	0	19	4	14	1
Pleine-Fougères	15	2	0	5	3	5	0	14	4	10	0	14	4	10	0
Plélan-le-Grand	20	5	2	0	2	9	0	19	4	12	3	19	7	12	0
Redon	28	2	3	5	8	7	2	31	12	18	1	30	14	16	0
St-Aubin-du-Cormier	10	0	2	5	2	1	0	14	10	3	1	13	11	2	0
St-Gilles	10	3	2	3	0	1	0	9	4	3	2	9	3	5	1
St-Jacques-de-la-Lande	52	27	2	11	2	10	0	48	17	26	5	49	26	23	0
St-Malo	53	12	0	31	3	7	0	60	36	21	3	57	37	20	0
St-Méen-le-Grand	7	2	0	1	3	1	0	7	3	4	0	6	2	3	1
Thoirigné-Fouillard	26	7	3	6	6	4	0	29	9	20	0	30	15	14	1
Tinténiac	8	1	1	0	0	5	1	5	0	5	0	6	0	6	0
Vern-sur-Seiche	25	11	1	3	6	4	0	24	7	17	0	25	14	11	0
Vezin-le-Coquet	21	2	2	2	9	3	3	21	13	8	0	21	12	9	0
Vitré	35	8	2	7	11	6	0	36	11	23	2	36	19	17	0
Rennes Centre	116	41	10	14	18	33	0	131	34	91	6	137	60	76	1
Rennes Centre-Sud	52	11	4	11	11	15	0	59	19	34	6	57	26	30	1
Rennes Cleunay	35	7	6	5	6	11	0	33	9	21	3	35	17	18	0
Rennes Nord	54	19	5	10	6	13	0	56	15	32	9	53	26	24	3
Rennes Nord-Est	58	20	1	12	12	10	3	60	18	31	11	55	37	18	0
Rennes Sud-Est	89	34	7	14	10	23	1	93	25	60	8	92	36	55	1
Rennes Sud-Ouest	24	5	1	2	2	13	0	26	9	17	0	25	4	21	0
Rennes Villejean	41	5	1	21	10	4	0	48	23	24	1	45	35	9	1
TOTAL FÉDÉRATION	1 389	396	163	276	224	304	17	1 469	483	878	108	1 455	713	715	27

Edito



Par
Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral

S'opposer, agir pour l'alternance

Le Parti Socialiste est la seule formation politique qui puisse incarner l'alternance possible. Pour que cette alternance devienne crédible, nous avons à remplir quelques conditions nécessaires. Ce sera aux Français de dire, le moment venu, si elles sont suffisantes.

Notre premier devoir est d'être les premiers opposants, au Parlement, aux côtés du mouvement social et dans tous les espaces démocratiques, de Nicolas Sarkozy et de la politique de destruction qu'il mène. Les Français souffrent, ils doivent sentir les socialistes concernés et mobilisés avec eux.

Notre deuxième devoir est d'agir dans les territoires – nous sommes majoritaires dans nombre de collectivités. Principal acteur de l'investissement public (sur 100 € investis dans le pays, 73 le sont par les collectivités locales), nous sommes à la fois des donneurs d'ordre sur le plan économique, mais aussi animateur ou pilote des politiques de solidarités, de logements..., et quasi systématiquement organisateur des partenariats entre les acteurs locaux. De nos jours les politiques d'anticipation et de prospective passent par l'impulsion des collectivités locales, qui les financent majoritairement.

Nous avons donc deux impératifs militants. Faire comprendre le sens des politiques conduites par le Président de la République, qui relève d'une orientation politique qui privilégie ceux qui ont au détriment des plus fragilisés : l'exercice solitaire du pouvoir, la restriction des libertés publiques comme des mécanismes de solidarités sociales et territoriales, l'incohérence des choix budgétaires...

Nous devons aussi expliquer en quoi nos politiques dans les territoires sont l'exact contrepied de la vision présidentielle : organisation des solidarités, préparation de l'avenir, aménagement des territoires. Dans les régions, les départements, les intercommunalités, nous exprimons par nos politiques un volontarisme pour une société plus juste, plus dynamique, plus libre.

2009 sera une année très dure pour les Français. Notre engagement doit leur permettre de se battre aujourd'hui et d'espérer pour demain.



CRISE DANS L'AUTOMOBILE

En 2005, le site PSA de Chartres-de-Bretagne comptait 12 000 salariés. En ce début d'année, un peu moins de 8 000 travaillent encore dans l'usine... Les emplois directs liés à l'activité sont encore de 20 000 en Ille-et-Vilaine. N'en doutons pas, la crise est d'une gravité sans précédent. Nous n'osons imaginer jusqu'où ira la chute de la consommation et le chômage. C'est un fait mondial, mais nous sommes ici au pied du mur avec l'industrie automobile dont le marché est devenu international. 60% de la production chartraine (C5 et 407) sont exportés. A juste titre, nombre d'entre nous pensaient depuis des mois que l'organisation économique mondiale devenait, chaque jour, un peu plus fragile et hasardeuse. D'abord parce que la mondialisation libérale n'avait de cesse de délocaliser, de gaspiller les ressources planétaires et de faire toujours plus de profits. Aujourd'hui, un seul héritage nous reste : plus d'inégalités... Courant octobre, la droite libérale et gouvernementale inventait la superbe expression : « l'économie réelle ». Plus fort encore, cette « économie réelle » devait être préservée de la crise financière. « L'économie irréaliste » étant donc la finance ! Décidément le délire des mots fait peur ! Et maintenant ? Au-delà des milliards promis, notre Président a-t-il un projet ? Un projet économique en mesure de restaurer la confiance des consommateurs, des porteurs de projets et des petits épargnants ? A-t-il un projet social ? L'hyper activisme du pouvoir ne peut tenir de réponse.

Et maintenant ? Notre défi, sera de redonner à l'industrie départementale les atouts qui vont nous permettre d'ouvrir vers d'autres perspectives. Dans ma commune, l'une des questions reste de savoir ce que sera l'automobile de demain : avec quelles technologies, quels emplois et quels investissements en Ille-et-Vilaine. Aux constructeurs et à la recherche de poursuivre leurs travaux utiles pour trouver des solutions et opportunités, entre autres dans le domaine des techniques de propulsion et des procédés de fabrication novateurs.

Philippe BONNIN,

Maire de Chartres-de-Bretagne

Face à la crise de l'automobile, les responsables socialistes de nos collectivités ont réagi rapidement et avec force.

Vous lirez ci-dessous des extraits de leur communiqué de presse commun.

Communiqué de presse

de Jean-Yves LE DRIAN, Jean-Louis TOURENNE, Daniel DELAVEAU

mobilisés pour l'emploi de PSA et de la filière automobile

Venant après la suppression des postes d'intérimaires et après les mesures de chômage technique, l'annonce, par le Groupe PSA, d'un « plan de redéploiement des emplois et des compétences sur la base de départs volontaires », suscite une vive émotion à l'égard d'une entreprise et d'une filière économique qui sont l'un des fers de lance de nos capacités industrielles.

Jean-Yves Le Drian, Jean-Louis Tourenne et Daniel Delaveau partagent l'inquiétude des salariés et de leurs familles. Ils veulent les assurer de leur solidarité et de celle de tous les habitants de la région.

Ils veulent également assurer les personnels touchés de leur détermination pour exiger que tout soit mis en œuvre afin de préserver l'emploi et la situation de chaque salarié de PSA et de l'ensemble de la filière automobile.

Les trois présidents interpellent le groupe PSA et le gouvernement :

Daniel Delaveau, Jean-Louis Tourenne et Jean-Yves Le Drian affirment leur confiance dans les capacités du site de la Janais et dans la compétence des salariés de l'entreprise : confronté à la crise de l'énergie et à la crise économique générale, le site rennais a les moyens de traverser cette période particulièrement difficile pour rebondir et répondre aux attentes des consommateurs et aux évolutions du marché.

Ils demandent au groupe PSA :

- de confirmer son attachement au site rennais en précisant son programme d'investissement et son implication sur le bassin rennais ;
- de préserver l'emploi et les compétences dans la perspective de sortie de crise ;
- et attirent son attention sur la situation préoccupante des équipementiers qui connaissent une situation économique très fragile.

Les élus demandent au Gouvernement :

- de définir rapidement, en lien avec l'Union européenne, ses moyens d'intervention et sa politique industrielle vis-à-vis de la crise que traverse la filière automobile (constructeurs et équipementiers) ;
- de garantir l'accès des PME au crédit et de soutenir l'investissement dans cette période difficile. La charte automobile, signée avec les constructeurs français et l'UIMM, est un acte important en faveur de la filière mais la situation vécue par les sous-traitants de ce secteur impose des décisions exceptionnelles ;
- de mettre en œuvre tous les moyens d'accompagnement pour sécuriser la situation des salariés ;
- de mettre en œuvre prioritairement, en lien avec les collectivités territoriales, une convention de revitalisation sur le bassin rennais pour assurer le maintien du niveau d'emploi et conforter la diversification économique.

A cet effet, ils saisissent ce jour Monsieur Streiff, PdG du groupe PSA ainsi que Monsieur Fillon, Premier ministre.

MOBILISÉS CONTRE LES CRISES



L'HÔPITAL PUBLIC EST MALADE

LA CRISE DU POUVOIR D'ACHAT



Tous les médias parlent de la crise ; au Secours Populaire Français 35, on la voit.

Depuis 2001 le nombre de demandes d'aide n'a cessé d'augmenter : de 362 demandes en 2001, on est passé à 3800 en décembre 2008 et 75% des ces aides concernaient l'alimentaire. En 2007, environ 10000 personnes ont utilisé le libre service alimentaire, soit la population de Dinard ou Redon. Et en 2008, une trentaine d'organismes sociaux, CAF, CDAS, Mission Locale, etc. ont orienté encore davantage de démunis vers le SPF35 qui a dû multiplier par 9 ses achats en alimentaire et hygiène depuis 2001.

Pour avoir droit à l'aide alimentaire, il faut disposer d'un maximum de 5.5 euros par jour et par personne, charges déduites (un quotient de 7.5 euros donne droit à l'aide non alimentaire : vêtements...)

Le SPF35 explique l'accroissement impressionnant de son activité par la forte dégradation de la situation économique. Le chômage touche des secteurs clés de l'économie : l'automobile, le bâtiment, qui utilisent l'intérim en particulier dans la sous-traitance. Beaucoup de jeunes ont perdu leur travail mais ne sont pas in-

dernisés, soit parce qu'ils n'ont pas assez travaillé soit à cause du délai de carence entre la rupture du contrat et le début de l'indemnisation.

52% des aides du SPF35 vont à des familles dont 65% sont monoparentales, souvent des femmes seules avec enfants qui ne peuvent pas trouver de travail à plein temps mais qui sont empêchées de prendre un autre temps partiel en raison de la flexibilité qu'on leur impose.

Les familles nombreuses où cohabitent enfants et jeunes adultes peuvent de moins en moins supporter la charge de leurs aînés sans emploi et parfois sans indemnités.

Le SPF reçoit quelques demandeurs inattendus : de jeunes patrons qui après la perte d'un emploi ont monté leur entreprise de sous-traitance. La crise économique leur a ôté les marchés avec des entreprises qui ont réduit leurs activités. 2009 sera une année lourde pour le SPF35.

Christiane Alori
Bénévole au SPF35

Conséquence d'une politique de santé désastreuse, la situation dans les hôpitaux publics se détériore depuis que la droite est au pouvoir. Ainsi, depuis la mise en place de la Tarification à l'Activité (T2A), l'hôpital est géré comme une entreprise en se situant dans une logique comptable avec une obligation de résultats. Et le projet de loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST) va encore renforcer une orientation délibérément libérale.

Les Centres Hospitaliers Universitaires (CHU), comme la plupart des grands hôpitaux, connaissent une situation financière critique, conséquence du manque de moyens qui leur sont alloués depuis des années.

Ainsi, au CHU de Rennes, des mesures drastiques ont déjà été mises en place ou programmées à plus ou moins court terme au détriment du bien-être du personnel et des patients. Par exemple, une absence sur deux n'est pas remplacée et le personnel de l'unité de soins est rappelé à son domicile pour intervenir au pied levé. Les heures supplémentaires ne sont pas récupérées. Les temps partiels choisis, notamment à 80%, vont tendre à disparaître et seront réservés aux retours des congés maternité. Dans l'objectif d'une réorganisation des effectifs et du temps de travail, la direction prévoit la mise en place d'un cycle de travail de 12 heures en continu pour les week-ends et les jours fériés - dans un premier temps, dans les services de pédiatrie avant une généralisation à l'ensemble des services - ce qui générera au final un gain de 6% sur la masse salariale.

Quelles sont les principales répercussions de cette politique d'austérité ? Les conditions de travail de l'ensemble des personnels hospitaliers sont de plus en plus difficiles. Faute de reconnaissance, les employés ne sont plus motivés. Les praticiens et les soignants, qui ne peuvent pas exercer leur métier selon leur conscience professionnelle, sont en souffrance. Faute de moyens pour faire face à une augmentation inéluctable de l'activité, la sécurité des soins ne peut plus être assurée convenablement. Fermeture de lits et manque d'effectifs, le service rendu aux usagers se dégrade. Et qu'en sera-t-il demain des missions et obligations du service public hospitalier ?

Sylvie Lefranc
Cadre de Santé

MOBILISÉS CONTRE LES CRISES



LA POSTE EN DANGER

Depuis quelques mois le Président de la République et son homologue, le président de la Poste, ont prévenu qu'au début de l'année 2009, ils souhaitent ouvrir le capital de la Poste afin qu'elle devienne une entreprise comme les autres. C'est une gravissime erreur politique, la Poste n'est pas une entreprise comme les autres. Elle assure des missions de service public prévues par la loi.

Ainsi, elle permet :

- à tous ceux qui sont exclus des banques financières d'ouvrir un compte ;
- à tous les Français, pauvres ou riches, en ville comme dans les villages isolés, à la campagne ou à la montagne, de recevoir leur courrier 6 jours sur 7, contrairement aux autres pays d'Europe ;
- aux petits épargnants, d'avoir des économies garanties, à l'abri des boursi-coteurs. Cette épargne contribue à la construction de logements sociaux (220 milliards d'euros tout de même !).

Cette entreprise permet un peu de justice sociale dans un monde asservi à la loi du marché. Or, en ouvrir le capital, c'est en changer les règles du jeu.

N'en déplaise à la mauvaise foi des dirigeants de la Poste, les appétits des actionnaires ne s'embarrassent pas de justice sociale ou des besoins des citoyens. Fini, notre petit compte gratuit, il faudra que cela devienne rentable ! Fini, le courrier à la maison, comme dans d'autres pays d'Europe, il faudra aller le chercher ou payer pour qu'il soit livré ! Fini, la sécurité des petits épargnants, notre argent sera joué en bourse et ne servira plus à aider les plus nécessiteux. On nous dit que c'est l'Europe qui oblige à cela, mais, quand il faut nationaliser des banques privées, l'Europe n'est plus un problème. La crise financière dévoile le visage d'un capitalisme écoeurant où l'argent des pauvres sert à protéger les portefeuilles des plus riches. On privatise les entreprises rentables comme la Poste (1 milliard de bénéfices/an) et on nationalise les banques en déficit (coût au moins 2 milliards). Ensemble, avec les citoyens, nous refusons qu'on continue de nous construire un monde d'injustice. Nous voulons un monde juste et solidaire et cette justice passe par la sauvegarde et l'amélioration des services publics de notre pays.

Patrick Leborgne
Délégué Fédéral Entreprises



CRISE À L'UNIVERSITÉ

Depuis 2007, le gouvernement réforme à marche forcée l'université.

Actuellement, il décide de retarder d'un an le recrutement des enseignants et il demande aux universités d'organiser en urgence une réforme des concours d'enseignement, sans moyens. L'Education Nationale refuse d'accueillir des étudiants en stages longs et rémunérés.

Il veut aussi imposer un nouveau statut des enseignants-chercheurs qui rompt l'équilibre enseignement-recherche. De plus son projet remet en cause l'indépendance des universitaires et leur évaluation par les pairs de la discipline en confiant aux Présidents d'université les décisions traditionnellement collégiales relatives à la gestion des carrières.

Partout la communauté universitaire exprime son hostilité à ces réformes. Par exemple, plusieurs départements et les conseils de Rennes 2 ont dit leur refus de la réforme de la formation des enseignants. À Rennes 1, les mathématiciens sont à l'origine d'une grève administrative et le conseil d'administration de l'université a exprimé son opposition à la réforme du statut des enseignants-chercheurs.

En guise de négociation, Sarkozy tient un discours sur l'Université d'une rare agressivité et Pécresse envoie au Conseil d'Etat son projet à peine remanié.

Aussi l'opposition se durcit. Le Nobel Albert Fert cosigne une tribune dénonçant l'incohérence des réformes et les universitaires, nombreux dans les cortèges du 29 janvier, votent la grève illimitée : du jamais vu en 40 ans.

Jean-Marie Lion
Professeur des Universités



MOBILISÉS CONTRE LES CRISES



LA CRISE DANS LES LYCÉES

L'ÉCOLE EN CRISE

Pour défendre l'école primaire, nous devons veiller au respect de certains principes :

- L'école maternelle dès deux ans doit être garantie : ses mérites sont certains, en particulier pour les élèves des milieux les moins favorisés.
- Les classes à petit effectif à la ville et à la campagne doivent être défendues car elles permettent la qualité d'écoute nécessaire à la réussite.
- Il faut offrir sur tout le territoire une vraie possibilité d'accès à l'école publique.
- La carte scolaire est un rempart contre l'école à deux vitesses : elle doit être maintenue. On obtiendra un brassage social dans les écoles non pas en la supprimant mais en développant un urbanisme qui privilégie la mixité sociale.
- Substituer aux réseaux RASED des heures d'aides personnalisées est une erreur : les enseignants de ces réseaux sont formés pour traiter les très grandes difficultés scolaires et les enseignants classiques n'ont pas cette compétence.
- Les nouvelles heures d'aides personnalisées sont financées par une baisse de 10 % du temps d'école, et donc des programmes. Ce déficit d'apprentissage scolaire amplifie les inégalités car il ne peut être comblé que dans les milieux favorisés.
- Les réductions de postes prévues peuvent mettre en danger la qualité reconnue de notre école primaire.

Des parents et des enseignants luttent contre la remise en cause de ces principes, par exemple en manifestant les 17 et 29 janvier ou en refusant de participer à l'aide personnalisée comme plus de 250 enseignants du département. Espérons que leur mobilisation, soutenue par notre parti, permettra d'infléchir la politique actuellement menée.

Jean-Marie Lion
Parent d'élèves

La mobilisation lycéenne contre la réforme Darcos a marqué les deux derniers mois de l'année 2008. La colère qui s'est élevée dans l'ensemble de l'Education Nationale s'est exprimée dans la rue et de façon particulièrement active avec les lycéens. À Rennes, au mois de décembre, les manifestations réunissaient entre 5 000 et 7 000 personnes. La plupart des lycées ont été bloqués plusieurs journées et des actions ont été menées sur la rocade.

Si les médias ont beaucoup décrit ces mobilisations, peu ont pu expliquer les enjeux qui se cachaient derrière la réforme en elle-même. Une réforme droitrière dans la logique de la réforme Fillon (2005). Le projet du ministre Darcos est centré autour d'un tronc commun de connaissances complété par le choix d'options. Il s'agit de hiérarchiser les savoirs et de faire un bac individualisé qui n'aurait donc plus de valeur en tant que diplôme national mais dont la valeur dépendrait des options choisies et du lycée. Cette mise en concurrence des élèves et des établissements est

inacceptable et s'inscrit dans les mêmes perspectives que la suppression de la carte scolaire. À cela, s'ajoutent les 13 500 postes supprimés à la rentrée prochaine (après plus de 11 000 à la rentrée 2008). Ce sont des logiques de rentabilité, de précarisation et de mise en concurrence qui prévalent aujourd'hui sur la qualité de l'enseignement et ce, à tous les niveaux.

Le MJS 35, avec d'autres organisations de jeunesse (UNL...), s'est engagé activement, depuis le mois de novembre, afin de lutter contre cette casse de l'éducation. Il se réjouit donc de l'importante mobilisation du mois de décembre qui a permis la suspension de la réforme. Cependant, si M. Darcos a suspendu sa réforme, ce n'est que reculer pour mieux sauter. Il est important de continuer à se mobiliser pour en demander le retrait pur et simple ainsi que le maintien des postes dans l'éducation nationale. Le MJS 35 continuera donc à être présent, pour assurer à tous un droit à l'avenir.

Fanny Panhaleux
Animatrice Fédérale MJS 35



Démocratie de proximité à Vezin-le-Coquet

La nouvelle majorité de Vezin-le-Coquet, à laquelle participent les socialistes, informe désormais les citoyens avant même la première étude d'un projet structurant ou important pour les habitants. Trois exemples :

- La quasi-totalité du «Lotissement des Fleurs» (années 60) est venue échanger avec les élus, sur le terrain. Cette démarche a été prolongée par un questionnaire (80% de retour) dans lequel chaque habitant a formulé «sa» priorité.
- Avant le début de l'étude préalable de faisabilité pour une zone d'activités d'intérêt communautaire (20 ha) à l'ouest de la commune, source d'emplois nouveaux en 2012/2014, les propriétaires des terrains, exploitants agricoles, habitants des hameaux du périmètre ont été attentifs aux propos des élus et techniciens.
- En revanche, l'implantation de l'équipement aquatique (piscine), projet porté par le Syrenor, a suscité un moindre intérêt.

C'est ainsi que se fait l'apprentissage du mandat d'élu municipal au service de la population.

Albert Plestan
Adjoint au Maire

Conseil général : le développement de la filière éco-activités.

Il faut inventer un autre modèle de développement économique durable, respectueux des humains et du milieu naturel. Le Département possède de nombreuses potentialités. Un des moyens envisagés est la constitution d'un cluster : il s'agit de rapprocher les entrepreneurs et le monde de la recherche sur des projets de Recherche et Développement. C'est déjà le cas pour Véolia et des chercheurs qui réfléchissent à la valorisation du lisier bovin et au traitement des déjections animales.

Martial Gloanec
Chargé de Mission pour le Groupe
Socialiste et Démocrate de Progrès au CG 35

Les socialistes, aux côtés des forces de gauche, comme tous les Français touchés par la crise, ont été nombreux dans la rue, le jeudi 29 janvier. Ils entendaient ainsi manifester leur inquiétude de voir, comme l'a dit Martine Aubry, «que notre pays est l'un des seuls en Europe à ne pas avoir un plan de relance digne de ce nom».

En effet, alors que notre pays traverse la crise la plus profonde depuis la seconde guerre mondiale, le plan Sarkozy est totalement insuffisant dans ses montants et gravement déséquilibré dans sa structure. Il ne propose rien pour le pouvoir d'achat, rien ou presque sur la consommation ; quelques mesures sur l'investissement, mais à effet très différé ; pas d'accompagnement sérieux des PME, ni des salariés. En revanche, il maintient les 15 milliards de cadeaux du paquet fiscal comme l'incitation aux heures supplémentaires, au détriment de l'emploi, et multiplie les facilités aux banques qui ne financent pas les entreprises ni l'emploi.

Le plan des socialistes, lui, est un plan concerté, à effet rapide, global, massif et adapté aux enjeux. Comme nous pensons que la crise n'est pas seulement conjoncturelle, il s'inscrit aussi dans une dynamique de changement profond du système actuel, conforme à l'esprit de la déclaration des dirigeants socialistes européens, adoptée à Madrid, le premier décembre dernier.

Les principales propositions du plan socialiste

Pour juguler la crise, les socialistes proposent :

de relancer tout de suite le pouvoir d'achat et la consommation, grâce à :

- une aide de 500 euros pour 13 millions de personnes bénéficiaires de la prime pour l'emploi et des minima sociaux ;
- une baisse de 1 % du taux de la TVA pour faire baisser les prix ;
- une hausse de 3 % du SMIC et la fin des exonérations de cotisations sociales dans les entreprises qui ne concluent pas d'accord sur les salaires ;
- la revalorisation immédiate des allocations logement de 10 %.

de protéger les salariés fragilisés par la crise :

- en décourageant les licenciements boursiers ;
- en obligeant à reclasser dans l'emploi les salariés licenciés et à réindustrialiser les sites abandonnés ;
- en augmentant la durée et l'indemnisation du chômage.

et de relancer l'investissement par :

- la création d'un fonds de soutien aux PME pour l'automobile ;
- la construction de 300 000 logements sociaux ;
- un plan de modernisation de l'hôpital.

.....
• Dans son communiqué de presse du 29 janvier, la Fédération PS 35 se félicite de l'ampleur de la mobilisation nationale ainsi que rennaise et dans les autres villes du département. Nicolas Sarkozy ne peut pas ne pas avoir vu ni entendu l'expression des inquiétudes, le désaveu de ses orientations. Cela devrait l'inciter à mettre un terme à sa lente entreprise de déstabilisation de notre démocratie et de notre République. Elle souhaite que le message de justice sociale, de respect des interlocuteurs sociaux, de réponse urgente à la hauteur de la crise économique et sociale, soit entendu en haut lieu.
.....

Le prochain numéro de L'Unité 35 reviendra sur les mesures du plan socialiste pour la relance et en particulier sur l'action des collectivités locales.

Fanny Panhaleux, *nouvelle animatrice fédérale du Mouvement des Jeunes Socialistes d'Ille-et-Vilaine*

Le Mouvement des Jeunes socialistes est une organisation politique de jeunesse autonome du Parti Socialiste. Il possède ses propres instances, ses propres dirigeants et ses propres lignes politiques votées lors du congrès qui a lieu tous les deux ans et lors des conseils nationaux trimestriels. Cependant, si le MJS est autonome, il n'est en aucun cas indépendant et apporte son soutien au Parti Socialiste notamment en période d'élections.

Suite au vote du 3 Décembre 2008, Fanny Panhaleux remplace Gwénaél Stephan en tant que responsable départementale du Mouvement des Jeunes socialistes. Julien Clément reste quant à lui trésorier.

Ce nouveau mandat au sein du MJS 35 se fera dans la continuité du Plan d'action fédéral qui a été voté lors du dernier congrès en novembre 2007, nommé « mener localement la bataille culturelle ». Fanny Panhaleux, lors de son discours de présentation, a rappelé que « la présence du Mouvement des Jeunes socialistes était indispensable. Indispensable pour contrer cette droite qui démantèle la France, son système social, de solidarité, qui isole, qui exclut, qui renforce un modèle économique qui nous a conduits à une crise dont nous ne voyons pas encore toutes les conséquences ».

Pour cela, la nouvelle équipe a défini les priorités qui seront les siennes :

- Etre présent sur le terrain tout d'abord et sur tous les terrains surtout. Présent dans le mouvement social comme c'est depuis longtemps le cas, présent sur l'ensemble du territoire d'Ille-et-Vilaine, présent dans des lieux où le MJS n'allait malheureusement plus comme les milieux ruraux ou les quartiers populaires ;
- Travailler avec les autres organisations de gauche ensuite, car c'est le rassemblement de la gauche qui a permis de gagner les plus grandes batailles ;
- Poursuivre le travail de formation enfin, car il ne faut pas l'oublier le MJS est aussi une organisation d'éducation populaire.

La Page du MJS 35

LE MOUVEMENT DES JEUNES SOCIALISTES À BRUXELLES



Le MJS 35 à Bruxelles

Le MJS 35, à l'invitation de la députée européenne Roselyne Lefrançois, s'est rendu à Bruxelles le 11 décembre dernier. Une vingtaine de militants étaient du voyage. Après une visite de la ville que tous ont appréciée, ils ont retrouvé, à 15 heures, Emilie, l'assistante parlementaire de Roselyne Lefrançois au Parlement européen, pour suivre une conférence-débat sur le thème général de l'Europe. Cet exposé, très pédagogique, a permis d'aborder, entre autres, le rôle, l'utilité et le développement du Parlement européen. La visite s'est poursuivie dans l'hémicycle où les camarades ont pu comprendre notamment la complexité des rapports entre les députés européens

et la façon dont ceux-ci votent (parfois en fonction de leur appartenance politique mais parfois aussi en fonction de leur pays d'origine). Ce séjour s'est terminé par une rencontre avec Benoît Hamon, qui a pu donner son point de vue en tant que parlementaire européen. Il a par ailleurs rappelé que le PSE était attendu par les citoyens européens sur les questions économiques et sociales que nous retrouvons dans le Manifesto. Le MJS 35 tient encore à remercier Roselyne Lefrançois pour ce voyage, qui a été à la fois un moment de plaisir et de formation, qui servira sans nul doute à l'occasion des prochaines élections européennes.

Communiqué de presse du 17 janvier en soutien à Gaza

Le Mouvement des Jeunes Socialistes d'Ille-et-Vilaine dénonce la situation actuelle dans la bande de Gaza. Plus de 1 000 Gazaouis ont été tués au cours des dernières semaines, parmi lesquels des enfants et des non-combattants, et la situation sanitaire est plus qu'alarmante. Le MJS 35 demande donc un cessez le feu immédiat, le retrait des troupes israéliennes de la bande de Gaza et la fin du blocus. La communauté internationale doit également prendre ses responsabilités en adoptant des résolutions coercitives et des sanctions économiques vis-à-vis de l'Etat israélien si elles ne sont pas respectées. Le MJS 35 estime qu'à terme, la reconnaissance d'un Etat palestinien est le seul moyen pour permettre une coexistence pacifique entre Israéliens et Palestiniens.

Fanny Panhaleux

Cesson-Sévigné ville citoyenne

La vie citoyenne s'enrichit à Cesson-Sévigné depuis le printemps 2008.

Chaque conseil municipal est précédé d'une heure trente de débats soit avec une association soit avec une classe d'enfants. Chaque séance se termine par les questions du public aux élus. Et chaque auditeur peut consulter une fiche de synthèse des principales questions à l'ordre du jour du conseil.

Tous les deux mois, les élus organisent une visite de quartier achevée par une réunion publique très suivie.

Chaque samedi, une permanence d'élus à la mairie permet une rencontre simple (sans rendez-vous) et directe avec tous les citoyens qui le désirent ou parce qu'ils ne peuvent se libérer le jeudi matin où le maire reçoit cette fois sur rendez-vous de 9 h à 12 h.

Quatre commissions extra-municipales construisent les projets d'équipements comme un stade couvert de tennis, une salle de tennis de table, une salle de réception avec bureaux et locaux de matériels pour les clubs de foot, d'athlétisme et de triathlon ou encore pour l'aménagement de pistes cyclables sur toute la commune et en liaison avec Rennes, Acigné, Thorigné et Chantepie.

Une Maison Citoyenne verra le jour à proximité de la mairie actuelle afin d'accueillir les séances de conseil municipal, les mariages et cérémonies, des locaux d'écoute et d'information pour les jeunes et tous ceux qui veulent suivre les démarches d'état-civil, d'urbanisme, d'économies d'énergie etc... Une galerie d'exposition complétera cet équipement indispensable à la vie citoyenne.

Michel Bihan,
Maire de Cesson-Sévigné

POUR UNE SOCIÉTÉ AUX COULEURS DE LA FRANCE



Bariza Khiari, sénatrice de Paris (PS)

Bariza, pour le Congrès de Reims, tu as été la première signataire de la contribution thématique intitulée «La France est en nous», contribution que j'ai également signée : peux-tu nous rappeler très rapidement le sens de cette contribution ?

En écrivant cette contribution, je souhaitais mettre en avant le fait que les discriminations de toute sorte constituent une véritable mort sociale intolérable à laquelle il faut mettre fin. Nous voulions faire un lien entre la place que les Français d'origine étrangère et d'Outre-Mer devraient occuper dans la nation et les discriminations subies. Comme le souligne la contribution, à propos des personnes issues de l'immigration, «Nés en France de parents Français», certains parmi nous en sont venus à ressentir la nostalgie de l'exilé envers un pays dont ils ne connaissent pourtant

rien. Ils se perçoivent comme des «immigrés de l'intérieur». Par dépit, ils ont choisi d'entretenir cette singularité en se nommant les «indigènes» et à nommer l'autre «gaulois» ou «céfranç».

Cette contribution visait à sensibiliser les élus, les mem-

de la société dans l'ensemble de ses composantes.

Dans l'optique de cette contribution, que penses-tu de la composition de l'actuel secrétariat national autour de Martine Aubry ?

Le Secrétariat national comprend notamment Harlem Désir, à la Coordination, Razzy Hammadi, au Service Public, Pouria Amirshahi, aux Droits de l'Homme, Sibeth N'Diaye, à la Petite enfance, Farida Boudaoud, au Mouvement associatif ainsi qu'à l'Economie sociale et solidaire, et Cécile Ha Minh Tu, aux Transports. On retrouve au Bureau National, outre moi-même, Nadjat Belkacem, Safia Otokoré, Kader Arif, j'en oublie sûrement. Tout cela est encourageant pour l'avenir. Plus encore, ce bureau est paritaire, ce qui constitue une réelle avancée.

Et par rapport à l'idéal d'un parti «aux couleurs de la France», où en est le Parti Socialiste, aujourd'hui ? Que faudrait-il faire pour progresser dans cette voie ?

Je suis globalement satisfaite de l'action de Martine. Il s'opère au sein du parti une véritable prise de conscience salutaire autour de ces questions. Martine a ainsi souhaité

**Entretien avec
Bariza Khiari,
sénatrice de Paris
(PS)**

bres du PS à cette problématique importante afin d'agir au sein de la société. Plus largement, nous avons mis au point un petit clip destiné à porter un message clair et ludique à l'ensemble de la société. On peut le consulter sur le site www.lafranceestennous.fr. Il s'agit, au travers de ce clip citoyen, d'appeler à une prise de conscience de la nécessité d'intégrer chacun d'entre nous dans la société, en dépit des différences.

De fait, nous sommes électeurs et éligibles. Nous souhaitons donc participer à la vie de la société de manière active et citoyenne et faire en sorte d'avoir une place en son sein. Il faut qu'à tous les niveaux (entreprise, partis politiques, etc.) soit reflétée la diversité



Jean-François Picaut

que nous y travaillions, ce qui ne peut que me réjouir. Elle fait preuve d'une réelle attention à ce que notre parti soit un parti populaire.

Sarkozy, pour sa part, a récemment proposé un plan en faveur de la diversité ? Q'en penses-tu ?

Comme à son habitude, Nicolas Sarkozy préempte des combats de gauche pour faire croire qu'il fait bouger les lignes, qu'il est le seul à agir. Reste que, dans ce domaine comme dans d'autres, il se montre homme de parole plus que d'action. Ainsi propose-t-il la généralisation du CV anonyme, mesure efficace et souhaitable en soi. Brillant engagement assurément, si cela n'avait déjà été voté en 2006, à mon initiative ! Le fait est que nous attendons toujours que les décrets d'application soient signés. Le Président a sans doute égaré son stylo entre le vote de la loi et son discours à l'Ecole Polytechnique. Espérons qu'il le retrouve rapidement... Cela pourrait, bien sûr, relever du comique si, derrière cette désinvolture, n'attendaient des populations nombreuses, qui rêvent d'intégration. En ce qui concerne l'obligation d'inclure dans le bilan social de chaque entreprise les actions en faveur de la diversité, de même que l'attribution des marchés publics aux entreprises conditionnée

à la mise en œuvre de politiques en faveur de la diversité, je signale en toute modestie que j'avais proposé des amendements en ce sens, lorsque la loi de lutte contre les discriminations a été votée. La majorité les a constamment refusés, le gouvernement aussi. Je cherche désespérément la logique de l'ensemble de ces mouvements. Pour l'heure, si cette grave question nécessite un consensus, je constate à regret que la droite n'a pas su le trouver.

Plus grave, une Proposition de Loi, portant sur l'accès des classes populaires aux classes préparatoires, a été déposée par notre collègue Yannick Bodin mais n'a pas fait l'objet d'un examen.

Je pourrais donner de nombreux autres exemples en ce domaine mais je préfère m'arrêter là, chacun aura compris que ce n'est pas vers le Président que je compte me tourner pour faire bouger les lignes.

Quelles propositions concrètes le PS pourrait-il faire en ce sens ?

Comme je le soulignais, une grande part de nos propositions a été reprise par Nicolas Sarkozy dans son discours. Nous ne pouvons que nous en féliciter et ne pas donner dans une surenchère qui desservirait la cause que nous prétendons défendre. Cependant, nous devons lutter pour que les propositions qui nous sont chères fassent l'objet de mesures effectives, ce qui pour l'heure est loin d'être le cas. Nous ne sommes pas dans le geste permanent mais dans l'action, au cœur des problèmes concrets des Français.

Propos recueillis par
Jean-François PICAUT

Sous les projecteurs

Tribune libre

GAZA : UNE PAIX JUSTE, MAINTENANT !

Rennes, le 20 janvier 2009

Les Palestiniens de GAZA sont sous blocus total depuis presque un an. Ce bouclage total a entraîné une situation de catastrophe humanitaire. Comme si cette punition collective ne suffisait pas, les voilà qui ont subi, pendant 22 jours, une offensive meurtrière ! L'armée de l'air, de terre, la marine, ont lâché leurs bombes et tiré leurs obus, ne respectant ni les civils, ni l'infrastructure hospitalière, ni les installations des Nations Unies.

Cette armée a commis un véritable massacre. Les journalistes ont été tenus à l'écart et devaient se satisfaire de la version officielle.

Avec les socialistes, français et européens, avec des gens de plus en plus nombreux dans le monde, je me suis indigné devant de telles violences faites aux Palestiniens de GAZA. Ensemble, nous avons dit «Non» à cette utilisation disproportionnée de la force dont les principales victimes sont les civils, et en premier lieu les femmes et les enfants.

L'Etat israélien doit respecter les décisions internationales et lever son blocus afin de permettre à ces populations de recevoir vivres, soins urgents, médicaments et autres carburants.

Israël doit revenir à la table de négociation pour concrétiser les accords déjà signés avec l'autorité palestinienne.

L'humiliation de l'autorité palestinienne, la destruction de ses infrastructures ont dangereusement affaibli le mouvement palestinien laïque et renforcé les mouvements religieux.

Seule une solution politique aboutissant à la création d'un Etat palestinien viable peut permettre de régler définitivement ce conflit.

L'Union Européenne doit jouer un rôle politique majeur dans la résolution de ce conflit comme ce fut le cas lors de la crise du Liban en 2006 et lors de la récente crise entre la Géorgie et la Russie.

Les socialistes d'Ille-et-Vilaine, et j'en suis fier, ont pris leur part dans les manifestations demandant l'arrêt des combats. Nous devons maintenant exiger l'instauration d'une paix durable. Elle ne peut reposer que sur la reconnaissance mutuelle de deux Etats indépendants, donnant aux Israéliens et aux Palestiniens la possibilité de vivre côte à côte, en paix et en sécurité.

Mohamed Boumahdi

Suppléant au Conseil Fédéral 35

TRAVELLING JÉRUSALEM

Pour sa vingtième édition, Travelling est consacré à Jérusalem. L'Unité 35 a interrogé le directeur du festival rennais, sur un choix qui peut paraître audacieux.



Anne Le Hénaff, Eric Gouzannet, Mirabelle Fréville

Eric, choisir Jérusalem peut ne pas laisser pas indifférent : pouvez-vous nous expliquer les modalités de vos choix ?

Le propos est avant tout cinématographique. Le principal critère de sélection d'un film est sa qualité artistique. Aborder une ville par le prisme du cinéma permet de la sillonner et de la raconter par tant de voies réelles et imaginaires, de points de vue, d'écriture et d'esthétiques... A la veille de notre 20^e édition, nous avons déjà abordé des villes qui ont soulevé beaucoup de débats, de questionnements, et de rencontres passionnantes. Ce fut le cas en 2000 avec Le Caire, en 2003 pour Téhéran, en 2006 avec Alger et encore l'an dernier avec Buenos Aires.

Vous choisissez seul ?

Nous sommes plusieurs à élaborer cette programmation avec chacun notre regard, notre histoire et notre sensibilité. Cette diversité nous permet de donner aux spectateurs une vision assez large de la ville choisie, de ses mutations passées et à venir comme de ses réalités. Bien entendu, nous sommes conscients que Jérusalem est un sujet passionnant et qui divise.

Avez-vous, tout de même, rencontré des problèmes spécifiques ?

Ariel Schweitzer, le critique de cinéma qui nous conseille, nous a posé une question très directe au moment du choix de Jérusalem : «Est-ce que vous êtes prêts à faire face à des

emmerdements ? Nous avons dû faire un important travail de médiation, surtout côté palestinien. Lors du voyage de repérage en juillet dernier, nous nous sommes rendus à Ramallah qui n'est qu'à vingt minutes en taxi de Jérusalem. Nous avons senti les réalisateurs palestiniens très vigilants.

Quelles étaient leurs craintes ?

Ils craignaient de venir dans un festival pour servir de faire-valoir au cinéma israélien ou que la programmation se limite à une «confrontation» entre films palestiniens et films israéliens. La programmation ne se limitant pas à des films issus de ces deux cinématographies et le projet se concentrant clairement sur «Jérusalem et le cinéma» et non pas le «cinéma israélien», la rencontre a permis de lever les réticences.

Le conflit dans la bande Gaza a-t-il une influence sur l'organisation de la manifestation ?

Pour le moment, aucune. Nous avons travaillé en connaissant le contexte politique. A Jérusalem, nous avons rencontré les diplomates français et Charles Enderlin, le correspondant de France 2. Ils nous ont prévenus : la fin de la trêve associée à la proximité des élections israéliennes ne pouvait qu'être un mélange explosif.

Et vous avez persisté...

Il faut souligner qu'un projet comme celui-là peut exister à Rennes mais rencontrerait plus de difficultés à Paris ou à Marseille. Rennes est une ville laïque qui ne connaît que peu d'extrémismes et pas de tensions communautaires.

Un dernier mot ?

Pour terminer, je dirais qu'aujourd'hui la situation en Palestine est particulièrement douloureuse mais cela ne remet pas en cause notre objectif de départ qui est de

proposer aux Rennais une manifestation cinématographique portant des regards multiples et éclairants sur cette région du monde.

Propos recueillis par
Jean-François PICAUT

SOUTIEN À GÉRARD FILOCHE

Notre camarade, Gérard Filoche, Inspecteur du Travail, est mis en examen dans le cadre de l'exercice de ses fonctions. Le Parti Socialiste dénonce ce scandale. Pour prendre connaissance du dossier et signer la pétition de soutien :

www.solidarite-filoche.fr

À vos agendas

Mardi 24 février, à 20 heures :
Local fédéral.

Réunion Commission Entreprises.

Vendredi 27 février :

Conseil Fédéral à Redon.

20 février à Saint-Malo et

27 février à Redon :

Le Bureau Fédéral à la rencontre des Pays.

Les sections préciseront le lieu.

mi-mars :

Forum «Nous tenons à nos usines et nous y croyons», avec la participation de représentants syndicaux, de responsables de nos collectivités et d'un responsable national.